

Total au centre d'une polémique redoutable pour son image

Par JMS

« **A**chacune de vos visites chez Total, vous financez le dictateur Ali Bongo. Total, vous ne viendrez plus chez nous par hasard. » Ce sont quelques-uns des slogans chocs qui ont inondé les réseaux sociaux. Les opposants à la stratégie du groupe pétrolier français, qui consiste à financer la junte militaro-putschiste du Gabon, semblent très nombreux. Ils ont entrepris de détourner les messages publicitaires du groupe. Et cette campagne semble porter. Au siège du groupe français dans le quartier des affaires de la Défense, en région parisienne, « la tension est palpable », assurent plusieurs sources. Le groupe craint que cette invite au boycott soit suivie dans les nombreux pays où l'opinion publique ne digère pas le coup d'Etat militaro-putschiste perpétré au Gabon. Il ne veut pas revivre l'épisode d'Elf Aquitaine. Engluée dans les affaires de corruption à l'échelle mondiale dont une partie liée à Omar Bongo Ondimba, Elf Aquitaine n'avait pas survécu. Total, qui était moins importante qu'Elf Aquitaine en termes de valorisations boursières, parviendra à lancer une offre publique d'achat (OPA) sur Elf avec succès. Quelques mois plus tard, Total absorba Elf Aquitaine au prix d'une restructuration douloureuse au sein des équipes. Ceux qui ont survécu à ce « massacre » comprennent bien,

depuis leurs tours à la Défense, que cette campagne peut avoir des effets aussi dévastateurs pour le groupe Total, comme l'ont été les liaisons mafieuses d'Elf Aquitaine avec les dictateurs mondiaux. Surtout qu'un des objectifs avoués par les organisateurs de cette campagne est de faire chuter « de 1 ou 2 euros » l'action Total à la Bourse. Ce n'est pas la perte de quelques milliards enregistrés à la baisse des actions « Total » que les responsables de Total craignent le plus. C'est surtout la baisse de la valorisation boursière du groupe ainsi induite. Elle rendrait le groupe « Opéable » par d'autres majors du secteur. C'est dire qu'en faisant diminuer la valeur de Total, d'autres compagnies pétrolières vont sérieusement songer à la racheter. Dans un secteur qui fait face à une baisse de ses revenus, l'une des stratégies est la concentration pour pouvoir obtenir une réduction des coûts. BP, Texaco, Shell... seraient à coup sûr en meilleure situation pour faire face à la crise pétrolière actuelle, si les actifs mondiaux de Total venaient renforcer leurs bilans. Avec, au passage, le licenciement assuré des cadres dirigeants de Total qui ont signé le contrat de sponsoring de la junte au pouvoir au Gabon. Comme c'est d'usage en cas de rachat d'une société par une autre.

La bataille que mènent les activistes peut s'avérer fatale pour le groupe. Surtout que l'actionnariat très atomisé du groupe est sous le contrôle de quelques grands fonds de pension. A savoir les caisses

de retraites installées surtout aux Etats-Unis et en Europe. Les gérants desdits fonds, qui sont tous assis sur des sièges éjectables – dictature de l'actionnaire oblige – sont très attentifs à l'image des sociétés dans lesquelles ils investissent. Il n'est pas sûr que ces actionnaires-là veuillent que leur argent serve aussi ouvertement au financement du pouvoir d'un dictateur qui vient d'assassiner si cruellement sa jeunesse. Tout comme les managers de Total savent que si cette bataille médiatique perdure, ils risquent de perdre plusieurs clients, notamment dans les démocraties occidentales. Les clients de Total de ces pays ne voudront pas qu'en faisant un plein d'essence, une partie de ces recettes contribue à financer la junte militaro-putschiste du Gabon. Or, si le réseau de distribution de Total perd de l'argent, cela va se ressentir sur le résultat et donc le cours de l'action. Les actionnaires des fonds de pension qui

contrôlent le groupe sont habitués à des rendements à deux chiffres de leurs actions au moment de percevoir les dividendes. Si cette réalité n'est plus de mise à Total du fait du boycott des stations-service Total, ils n'hésiteront pas à sortir du capital de cette entreprise, la rendant ainsi très vulnérable. Donc « Opéable ».

Les activistes savent désormais qu'ils ont touché la principale cible qui maintient la junte au pouvoir au Gabon. Car derrière Total se trouve l'Etat français. Une déstabilisation de ce groupe amènerait plusieurs responsables français à sortir de leur hypocrisie. L'opinion publique française ne pardonnerait pas à sa classe politique, au nom d'un soutien inconsidéré à la junte militaro-putschiste du Gabon, de voir ce fleuron de leur industrie passer sous le contrôle d'un groupe pétrolier étranger, et disparaître à jamais, comme Elf Aquitaine jadis.

Boycotter Total pour une Afrique libre!

TOTAL

Sympa l'accueil chez Total!

A chaque visite chez Total vous financez le dictateur ALI BONGO.

Visitez les vendeurs plus chers nous par tousjours TOTAL

#Je Dénonce 241#BongoisKilling #FranceisWatching